



« TOUT CELA PARCE QUE J'AVAIS PAS ENVIE DE FAIRE UN ENFANT À CE MOMENT-LÀ » UNE VIE DE FEMME SANS-PAPIER DU SÉNÉGAL À LA BELGIQUE

Sophie PEREIRA

Chargée de recherche à l'Université des Femmes

AVORTER, C'EST LE PROBLÈME DES FEMMES

J'ai rencontré Ndeye Khady Gueye par l'intermédiaire de son avocate.

Elle m'explique qu'au Sénégal, pays parmi les plus restrictifs en matière d'interruption volontaire de grossesse, le recours à l'avortement (totalement interdit même en cas de viol ou d'inceste) demeure un tabou total.

Les valeurs religieuses imprègnent la société et les relations sexuelles hors mariage sont violemment condamnées. Le recours à la contraception, en particulier aux préservatifs est stigmatisé. Les femmes mariées sont poussées à arrêter de travailler à l'extérieur de la maison. La plupart des femmes qui ont un emploi restent donc célibataires, tant la pression sociale est forte sur elles, et limite leur possibilités.

L'accessibilité à la contraception en ville est un tant soit peu facilitée par rapport à la situation en milieu rural. Il y existe des centres de planning familial et les jeunes y sont mieux informés grâce à l'existence, même limitée, d'une éducation sexuelle par ces centres. Dans les campagnes par contre, beaucoup de jeunes filles ont peur des hommes, et croient qu'elles peuvent

tomber enceintes en dormant avec l'un d'entre eux par exemple.

Devant l'interdiction absolue de l'avortement, nombre de femmes sont forcées de faire appel à des méthodes traditionnelles dangereuses pour leur santé, à défaut de pouvoir obtenir de l'aide dans les hôpitaux, ou même d'avoir les moyens financiers de s'y rendre – voire de se faire aider par un médecin. Enfermées dans ce silence imposé sur leur situation, il leur faut « chercher de l'aide en silence » m'explique Khady.

De nombreuses femmes se retrouvent en prison pour avoir avorté, et certaines, pour des infanticides dont le nombre est impressionnant dans ce contexte.

De plus, il n'est pas rare qu'elles soient dénoncées par leur compagnon, estimant qu'il doit avoir le dernier mot sur une situation qu'il n'a cependant pas toujours souhaité assumer. Les femmes se retrouvent donc complètement seules, à prendre de lourdes décisions, aux conséquences souvent terribles pour elles.

UN ÉPUISANT PARCOURS DE LA COMBATTANTE

C'est la situation difficile qu'a vécue Khady. Se découvrant enceinte de façon

non désirée, elle décide de recourir à un avortement clandestin. Elle est heureusement aidée par un ami de son père. Celui-ci lui fait rencontrer un gynécologue dans le plus grand secret pour procéder à l'intervention dans de bonnes conditions, mais elle est ensuite dénoncée par son ex-partenaire, furieux qu'elle ait pris le droit de choisir d'interrompre cette grossesse. Après l'avoir violemment battue, il la dénonce aux autorités, forçant Khady à la fuite.

Craignant à juste titre d'autres représailles, voire des poursuites judiciaires et un emprisonnement, Khady quitte alors son pays, son travail d'enseignante en sciences économiques, et une vie somme toute heureuse pour partir en exil, dans l'espoir de trouver refuge ailleurs. Dans un premier temps, sans savoir où aller, elle obtient dans l'urgence un visa pour la Grèce, pays dont elle ne parle pas la langue. Ne connaissant personne, sans argent pour se payer un hôtel, elle dort dehors. Puis, par chance, elle rencontre une compatriote sénégalaise qui voyant sa détresse, la nourrit et la loge, le temps de trouver une solution.

Khady souhaite aller vers un pays francophone, afin de pouvoir faire valoir ses diplômes. Son amie a une connaissance en Belgique, qui accepte de l'aider. Ce

sera donc la Belgique. L'espoir revient. Un très grand espoir, car en Belgique, les droits des femmes sont défendus pense-t-elle. Hélas, ce sera une véritable douche froide. La désillusion est totale et sa situation ici s'avère être, m'explique Khady, « pire que l'IVG subie ».

Arrivée en septembre 2015, Khady introduit immédiatement une demande d'asile à l'Office des étrangers et entre au Fedasil (Agence Fédérale pour les demandeurs d'asile) à Ixelles, où elle reste huit mois. Sa demande est refusée, car certains aspects de son témoignage sont remis en question par l'Office des étrangers. Les doutes portent notamment sur le fait qu'il existe un lien entre sa décision de migrer, et son avortement.

« Pourtant » répète-t-elle, « s'il n'y avait eu cette situation de recours à une IVG illégale, je n'aurais eu aucune raison ni volonté de migrer, car ma vie était bien meilleure là-bas ! ».

D'autre part, la considération selon laquelle il existe également une stigmatisation sociale de l'avortement – que ce soit au Sénégal ou en Belgique – ne suffit pas et constituerait une appréciation subjective qui ne doit pas forcément être prise en compte.

Cela signifierait-il qu'en Belgique non plus, l'avortement n'est pas entendu comme un droit des femmes à part entière, se demande Khady ? La déception est grande. Il faut bien reconnaître qu'en effet, le contexte belge ne reconnaît pas encore tout à fait, lui non plus, pleinement ce droit aux femmes... Ce, même si la législation l'autorise dans certaines conditions.

En tous cas, il est manifeste que les institutions belges peinent à accepter que le recours à un avortement strictement condamné à la fois par la loi et par la société puisse constituer un motif spécifique et légitime de migration pour les femmes, même en l'absence de poursuites judiciaires. Et à leur reconnaître un statut de réfugiées sur cette base.

La si restrictive politique migratoire belge serait-elle aussi imprégnée de valeurs morales et religieuses ? Ou s'agit-il avant tout de décourager à tout prix des personnes de bonne foi confrontées à des obstacles bien réels ?

Après le refus de sa première demande, Khady dort parfois au Samusocial, parfois dans la rue, parfois chez des amis. Depuis deux ans, elle squatte avec un groupe de sans-papiers... Elle galère, coincée dans une situation de grande vulnérabilité qu'elle n'aurait jamais pensé connaître. Et surtout pas en Belgique.

LA PRÉCARITÉ CONFINÉE DES SANS-PAPIERS

Le sentiment d'injustice de Khady est vif, et on ne peut que la comprendre. Arrivée après un parcours migratoire compliqué et dangereux, même si les solidarités ont été et sont toujours de la partie, sa santé physique et mentale a souffert de ces péripéties.

Elle vit depuis cinq ans maintenant dans des conditions précaires, encore accentuées par le confinement exceptionnel qu'a connu la Belgique ces derniers mois.

Ce n'est pas tant d'être enfermée qui lui pèse le plus me raconte Khady – la liberté en temps « normal » est déjà bien relative pour une femme sans-papier, dont les mouvements sont limités par la crainte permanente d'une arrestation et qui hésite tous les jours à sortir.

Par contre, le fait de voir le traitement de sa nouvelle demande de régularisation reportée à une date ultérieure inconnue à cause de la pandémie, est source de préoccupations supplémentaires. En effet, seules les « premières demandes » continuent d'être prises en compte. Pour les autres, c'est l'attente « jusqu'à nouvel ordre ».

Or, sans le sésame de la régularisation, et dans le cas de figure d'une deuxième demande, pas d'accès à un centre d'hébergement digne de ce nom (Khady vit actuellement dans un squat occupé par une centaine de personnes, dont l'évacuation a simplement été postposée). Pas de possibilité, non plus, de commencer une formation, ainsi qu'elle le souhaite : le baccalauréat en informatique de gestion en promotion sociale qu'elle désire suivre depuis son arrivée reste encore inaccessible pour le moment.

Par ailleurs, les personnes qui passaient au squat pour offrir leur soutien moral et matériel se sont faites plus rares depuis le confinement. C'est aussi le cas d'autres

propositions d'aide, comme la possibilité de passer quelques jours chez des particuliers, de prendre une douche chez elles/eux...

Ce n'est pas le courage qui manque à Khady, mais après tout ce temps, la fatigue se fait intense. Comment se reposer, et prendre soin de soi quand on a pas de « chez soi » où se poser ? Et à qui s'adresser, pour les oublié-e-s des mesures de protection contre le COVID - 19 ?

DES ACTIONS ET UNE CAMPAGNE CITOYENNE, POUR KHADY ET LES AUTRES

La crise sanitaire du Coronavirus, lourde de conséquences psychologiques, sociales et économiques pour l'ensemble de la population, touche donc encore plus durement les personnes déjà précarisées, comme les sans-papiers. C'est pourquoi une plateforme associative a proposé un mécanisme simple d'octroi d'un titre de séjour à ces personnes. La simplification des procédures administratives est demandée afin de répondre à l'urgence sociale et sanitaire vécue par Khady, et tant d'autres...

La campagne « Déconfinons les droits des sans-papiers : contre le virus, la régularisation c'est maintenant ! » a été lancée. D'autres pays, comme le Portugal par exemple, n'ont pas hésité à prendre cette initiative. En Belgique aussi, elle serait la bienvenue. Plus de dix ans après la dernière campagne de régularisation des personnes sans-papiers en Belgique, les associations et collectifs qui les soutiennent demandent, au moins, des critères clairs de régularisation qui permettraient à ces personnes de se soigner, de prendre soin des autres, d'être hébergées en cas de violences conjugales, etc.

Pour Khady comme pour les autres, l'obtention d'un titre de séjour est la clé qui permettrait de faire enfin évoluer positivement sa vie et ses projets. Après ces cinq années plus qu'éprouvantes de sans-papier sur le territoire belge, c'est tout ce qu'on lui souhaite... et pas dans cinq ans. ■